

POINT ACTU N°13

Réseau France – Colombie Solidarités

Juin – juillet 2017

SOMMAIRE

MISE EN PLACE DE L'ACCORD FINAL AVEC LA GUÉRILLA DES FARC	2
Des Circonscriptions Spéciales pour la Paix	2
Constitution du parti politique des FARC	2
Biens des Farc	3
Décrets pour la paix	3
Réinsertion des ex-guérilleros des Farc	3
Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP):.....	4
Loi d'Amnistie.....	4
Substitution des cultures illicites.....	4
Diplomatie pour la Paix	5
Remise des armes	5
DES AVANCÉES DANS LES NEGOCIATIONS DE PAIX AVEC LA GUERILLA DE L'ELN.....	5
Cessez-le-feu bilatéral	5
OBSTACLES A LA PAIX	6
Menaces des groupes paramilitaires.....	6
Des craintes en ce qui concerne la mise en place de l'Accord Final.....	6
Groupes dissidents des Farc.....	7
Problèmes de santé de leaders des Farc	7
Rapport de la Fondation Paix et Réconciliation	7
ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	8
Extraction illégale.....	8
Exploitation des mines et des hydrocarbures	8
Déforestation.....	8
RELATIONS INTERNATIONALES	9
Visite officielle du Président Juan Manuel Santos	9
Seconde mission de l'ONU en Colombie.....	9
Appui européen.....	10

AUTRES.....	10
Grève civique à Buenaventura	10
Bombe dans le Centre Commercial Andino.....	10

MISE EN PLACE DE L'ACCORD FINAL AVEC LA GUÉRILLA DES FARC

Des Circonscriptions Spéciales pour la Paix

Le 6 juin, le Sénat colombien a approuvé, en premier débat, le projet de loi qui crée seize sièges appelés « Circonscriptions de Paix ». Ce projet interdit la participation des partis politiques, y compris celle du futur parti de la guérilla des FARC. Seuls des membres de communautés, des groupes ethniques, des mouvements citoyens et des associations de victimes et de déplacés pourront se porter candidats. Pour faire loi, ce projet doit être approuvé dans les trois prochains débats au Congrès colombien¹.

Constitution du parti politique des FARC

Le Conseil National Électoral a fait connaître les premières données concernant l'entrée en fonctionnement du parti politique des FARC. Dans un premier temps, 3 565 millions de pesos colombiens (soit environ un million soixante-dix mille euros) sont nécessaires. De ceux-ci, 1 866 millions de pesos (560 000 euros) seraient destinés aux frais de fonctionnement du parti et 1 698 à celui de son *Centro de pensamiento* (moteur idéologique du parti). Cet argent ne proviendra pas des activités illicites des FARC². Selon un des dirigeants des FARC, Carlos Antonio Lozada, le lancement officiel de ce nouveau parti politique se fera le premier septembre 2017. Le Congrès du Parti où sera définie son idéologie sera tenu à la fin du mois d'août³. Pour leur part, les femmes membres des FARC ont rédigé un document intitulé « *Thèse de femme et genre pour le Congrès*

¹ <http://www.semana.com/nacion/articulo/poblaciones-golpeadas-por-la-guerra-tendran-representatividad-en-el-congreso/527684>

² <http://www.semana.com/nacion/articulo/partido-politico-de-las-farc-tendria-un-capital-de--3565-millones/527586>

³ <http://www.eltiempo.com/politica/congreso/farc-lanzaran-su-partido-politico-el-primer-de-septiembre-112248>

constitutivo del partido », qui recueille les directives qui définiront le rôle des femmes dans le nouveau parti politique des FARC⁴.

Biens des Farc

Comme convenu à la Havane, et après modification du calendrier initial de la mise en place de l'Accord Final à la fin du mois de mai, les FARC devront remettre au gouvernement une liste de leurs biens et actifs le premier août 2017⁵. Parallèlement, le Parquet Général de la Nation mène depuis quelques mois une enquête pour calculer le nombre et la valeur de ces biens. Comme résultat de celle-ci, il a été conclu que le montant dépasse le billion de pesos colombiens⁶. Pour confirmer cette information, l'inventaire que doivent rendre les FARC est attendu. Suite à cela, un fond sera créé, comme convenu, pour la réparation globale des victimes et la mise en œuvre du point 3.2.2 de l'Accord Final (réincorporation économique et sociale des ex-guérilleros des FARC)⁷. Ces biens ne financeront pas le futur parti politique des FARC⁸.

Décrets pour la paix

Le président Juan Manuel Santos a émis vingt-six décrets-lois pour accélérer et garantir la mise en œuvre de l'Accord de paix. La Cour Constitutionnelle dispose de deux mois pour étudier sa constitutionnalité. Les grands thèmes que ces décrets abordent sont : l'accès à la terre, le développement rural, la substitution des cultures illicites, la réincorporation des ex-guérilleros, thèmes sociaux, d'infrastructure, la justice, la sécurité et la paix⁹.

Réinsertion des ex-guérilleros des Farc

Au début du mois de juillet, le Commissaire pour la paix, Sergio Jaramillo, a officialisé l'amnistie de trois cent cinq membres des FARC. Certains de ces ex-combattants intégreront l'Unité Nationale de Protection qui offrira une sécurité aux membres du futur parti politique des FARC. Ces personnes auront le droit de recevoir l'amnistie sous la loi 1820¹⁰. Par ailleurs, le Décret-loi 821, appelé « Décret Tanja » a approuvé l'examen de constitutionnalité réalisé par le Cour

4 <http://colombia2020.elespectador.com/politica/el-feminismo-en-el-partido-politico-de-las-farc>

5 <http://www.semana.com/nacion/articulo/farc-tienen-varios-billones-en-bienes-fiscal-general-nestor-humberto-martinez/527507>

6 <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/piden-avalar-norma-que-exige-inventario-de-propiedades-de-las-farc-articulo-704061>

7 <http://www.semana.com/nacion/articulo/bienes-de-las-farc-reacciones-tras-declaraciones-del-fiscal-nestor-humberto-martinez/527537>

8 <http://www.semana.com/nacion/articulo/fondo-fiduciario-con-bienes-de-las-farc-enfrenta-al-gobierno-y-el-fiscal/527637>

9 <http://www.semana.com/nacion/articulo/proceso-de-paz-los-decretos-de-santos-para-el-proceso-de-paz/527313>

10 <http://www.elespectador.com/noticias/politica/gobierno-dio-amnistia-los-primeros-305-miembros-de-las-farc-articulo-698186>

Constitutionnelle. Ce décret accorde aux quatre-vingt-cinq membres étrangers des FARC un visa colombien spécial pour se réinsérer à la vie civile et travailler de manière légale dans le pays¹¹.

Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP):

La Juridiction Spéciale pour la Paix (JEP selon le sigle espagnol, *Jurisdicción Especial para la Paz*) se heurte à un fort débat au sein de la Cour constitutionnelle¹² pour étudier la constitutionnalité de l'Acte législatif 01 du 4 avril 2017 qui la mettrait en marche¹³. Face à cela, la Cour Constitutionnelle a organisé deux audiences publiques pour que le gouvernement national et certains secteurs de la société débattent de l'importance ou non de JEP¹⁴. Par ailleurs, le Comité de sélection des magistrats qui intégreront la JEP a lancé un appel aux candidatures pour choisir les juristes qui en feront partie ainsi que les futurs directeurs de l'Unité des Personnes disparues et de l'Unité d'accusation. Cet appel à candidatures sera en vigueur du 24 juillet au 2 août¹⁵.

Loi d'Amnistie

Sept mois après le vote de la loi d'amnistie et de grâce, les avancées sont restées faibles. Après que les FARC ont rendu une liste de 3.046 guérilleros prisonniers, seulement 1.104 sont sortis de prison¹⁶. Les détenus des FARC ont alors entamé une grève de la faim le 27 juin. Parmi les principaux obstacles qui se sont présentés lors de l'application de la loi figurent : les démarches bureaucratiques dans l'exécution des condamnations, la difficulté à accumuler les processus pour chaque membre de la guérilla et le refus des avantages pour les détenus de la part des juges¹⁷.

Substitution des cultures illicites

La Fondation Idées pour la Paix (FIP) a réalisé un rapport sur les avancées et les défis du Programme National Global de Substitution des Cultures à usage illicite (PNIS selon le sigle espagnol pour *Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos de Uso*). Selon ce rapport, ce sont 75 925 familles qui ont signé les Accords collectifs et se sont engagées à participer au programme. Par ailleurs, le Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Délit a fait connaître son rapport sur les cultures de la feuille de coca en Colombie. Selon ce rapport, les cultures illicites

11 <http://www.semana.com/nacion/articulo/corte-constitucional-aprueba-visa-para-extranjeros-de-las-farc/533164>

12 <http://colombia2020.elespectador.com/jep/respaldo-la-justicia-para-la-paz-en-la-corte-constitucional>

13 <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6691-corte-constitucional-ultimo-paso-para-resolver-dudas-juridicas-de-la-jep>

14 <http://colombia2020.elespectador.com/jep/respaldo-la-justicia-para-la-paz-en-la-corte-constitucional>

15 <http://www.semana.com/nacion/articulo/comite-de-escogencia--abrio-convocatoria-para-seleccionar-a-51-magistrados/533645>

16 <http://www.semana.com/nacion/articulo/posconflicto-hacen-llamado-por-el-aumento-de-cultivos-iliticos-y-amnistia-para-guerrilleros/533030>

17 <http://colombia2020.elespectador.com/justicia/los-cuellos-de-botella-para-la-ley-de-amnistia>

ont augmenté de 50% dans les départements de *Nariño, Norte de Santander y Chocó*. Face à cette hausse, l'ONU demande de prendre des mesures urgentes¹⁸.

Diplomatie pour la Paix

Le 19 Juillet, l'ex-chef des paramilitaires des Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) et le secrétariat des FARC se sont réunis à Bogota. A cette réunion historique étaient présents aussi le prêtre Francisco de Roux et des représentants de la Commission de Suivi, d'Impulsion et de Vérification de la mise en place de l'Accord Final (CSIVI). Lors de cette rencontre ont été abordés des thèmes comme : la réparation pour les victimes, la réconciliation et la non répétition. De plus, les deux parties se sont mises d'accord pour contribuer à la vérité historique sur le conflit armé ¹⁹.

Remise des armes

Les FARC ont choisi les dates des 7, 14 et 26 Juin pour déposer leurs armes. En remettant les armes, chacun des ex-guérilleros a signé un acte s'engageant à ne pas les reprendre et a reçu un certificat de la part de l'ONU. Ce résultat est positif par rapport aux précédents processus de démobilisation car le pourcentage d'armes remises n'a jamais été aussi élevé²⁰. Les armes, maintenant en possession de l'ONU, seront fondues pour construire trois monuments, un en Colombie, un à Cuba et un autre à New York. En plus des armes remises, ont été détruites 7 476 mines antipersonnel, des grenades et autres munitions. Près de 660 caches d'armes ont été retrouvées sur les 900 que les FARC ont géolocalisées²¹. A partir de celles-ci, 77 ont déjà été démantelées²².

DES AVANCÉES DANS LES NEGOCIATIONS DE PAIX AVEC LA GUERILLA DE L'ELN

Cessez-le-feu bilatéral

Le 13 Juin, la Table de Négociations Sociales pour la Paix (en espagnol Mesa Social para la Paz), dans une lettre ouverte, a insisté sur l'importance du cessez-le-feu bilatéral entre l'ELN et le

¹⁸ <http://www.elespectador.com/noticias/politica/cultivos-de-coca-se-habrian-incrementado-en-un-50-en-el-pais-dice-la-onu-articulo-702136>

¹⁹ <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6708-la-verdad-integral-proposito-de-exparas-y-guerrilleros-de-las-farc>

²⁰ <https://globalaffairs.co/2017/06/30/adiosalasarmas-las-farc-deja-de-existir-como-grupo-armado/>

²¹ <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/07/07/97001-20170707FILWWW00335-colombie-l-onu-commence-a-detruire-l-arsenal-des-farc.php>

²² <http://www.verdadabierta.com/procesos-de-paz/farc/6685-las-farc-inician-camino-a-la-politica-sin-armas>

Gouvernement²³. A ce sujet, et après avoir débuté la troisième étape de dialogues à Quito (Equateur) le 24 Juillet, Bernardo Tellez, qui fait partie de l'équipe de négociation de l'ELN, a affirmé que cette guérilla espère que le cessez-le-feu initial ait une durée de trois mois, avec possibilité de prolongation. Pour sa part, le Gouvernement national maintient ses conditions initiales (une cessation des hostilités vérifiable) pour signer un accord définitif de cessez-le-feu bilatéral ²⁴.

OBSTACLES A LA PAIX

Menaces des groupes paramilitaires

La présence de groupes paramilitaires inquiète le pays. Au Sud du Département de Córdoba leur présence est imminente. Selon la MOE (Mission d'Observation Electorale), entre janvier 2016 et avril 2017, il y a eu six menaces, trois assassinats et deux attentats²⁵. Un autre cas se présente dans le département du Cauca, où le groupe “ Défenseurs de la Démocratie – Front de Guerre Sud Oriental contre les communistes” exerce de l'intimidation auprès des habitants dans des courriers et des tracts menaçant les leaders sociaux et les défenseurs des droits humains²⁶.

D'autre part, dans le département du Nord Santander, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHOA), a dénoncé le déplacement de près de 60 familles par crainte de combats entre les groupes armés et les Forces Militaires ²⁷. Le 11 juillet dernier, la Commission des Droits de L'Homme de Marcha Patriótica, dans le département de Antioquia, a dénoncé l'apparition de messages se rapportant au groupe paramilitaire “Autodéfenses Gaitanistes de Colombie”, connu comme le Clan du Golfe, dans la région de San José de Apartado²⁸.

Des craintes en ce qui concerne la mise en place de l'Accord Final

Face à l'arrêt de la Cour Constitutionnelle qui déclare inapplicables divers articles du projet de Fast Track, le Gouvernement National a présenté un recours en réponse à cet arrêt. Cependant, il l'a fait en dehors des conditions énoncées et donc il n'a pas été validé. Cependant, la Commission Colombienne de Juristes a réussi à présenter avec les conditions requises un recours en nullité de

²³ <http://www.elespectador.com/noticias/politica/hacemos-un-llamado-al-cese-bilateral-del-fuego-entre-eln-y-el-gobierno-mesa-social-para-la-paz-articulo-698200>

²⁴ <http://www.elespectador.com/noticias/paz/cese-al-fuego-inicial-seria-de-tres-meses-eln-articulo-704780>

²⁵ <http://colombia2020.elespectador.com/pais/en-el-sur-de-cordoba-la-violencia-continua>

²⁶ <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/denuncian-que-paramilitares-amenazan-defensores-de-derechos-humanos-en-cauca-articulo-701808>

²⁷ <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/alerta-por-desplazamiento-de-240-personas-en-norte-de-santander-articulo-704502>

²⁸ <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/vuelve-la-amenaza-paramilitar-san-jose-de-apartado-articulo-702617>

cet arrêt, ce qui sera étudié par la Cour Constitutionnelle²⁹. L'acceptation de ce recours en nullité permettra l'avancement du projet Fast Track.

Groupes dissidents des FARC

Début Juillet, après deux mois de captivité, Harley Lopez, fonctionnaire de l'ONU, enlevé dans le département du Guaviare par un groupe dissident des FARC, a été libéré³⁰. Depuis la signature de l'Accord Final on constate une augmentation des actions de groupes des FARC qui se sont déclarés en dissidence. En plus de l'enlèvement et des attaques contre des membres de l'ONU, ils ont aussi assassiné des miliciens des FARC comme Wilson Marino, tué dans le département du Nariño³¹.

Problèmes de santé de leaders des Farc

Timochenko, un des leaders des FARC a été transféré à Cuba après avoir subi un accident vasculaire cérébral³². Actuellement il est en convalescence. D'autre part, début Juillet, le porte-parole des FARC, Jésus Santrich a souffert de problèmes de santé après avoir fait une grève de la faim commencée par quelques membres des FARC prisonniers pour protester contre le retard pris dans l'application de la Loi d'Amnistie³³.

Rapport de la Fondation Paix et Réconciliation³⁴

Dans ce second rapport³⁵, la fondation reconnaît d'une part des éléments positifs dans la mise en œuvre de l'Accord Final comme la diminution des indices de violence, des homicides et enlèvements, la remise des armes de la part des FARC et la création de l'Unité de Police pour l'Edification de la Paix (Ubipec), un corps de la police qui accompagne la mise en œuvre de l'Accord Final. D'autre part, les aspects négatifs sont les suivants : la présence de la guérilla de l'ELN, l'assassinat de leaders sociaux et des défenseurs des droits humains, le manque d'une stratégie militaire stable dans les régions les plus vulnérables, le retard pris dans la mise en œuvre de la Loi

²⁹ <http://www.semana.com/nacion/articulo/nulidades-al-fast-track-se-quedaron-sin-oxigeno-en-la-corte/529555>

³⁰ <http://www.semana.com/nacion/articulo/liberan-funcionario-de-la-onu-secuestrado-en-guaviare/531290>

³¹ <http://lasillavacia.com/historia/las-cuatro-cosas-que-revela-el-nuevo-grupo-de-disidentes-en-narino-61772>

³² <http://www.semana.com/nacion/articulo/timochenko-viaja-a-cuba-a-recuperarse-de-su-enfermedad/531245>

³³ <http://www.rcnradio.com/nacional/vocero-las-farc-jesus-santrich-presenta-quebrantos-salud-huelga-hambre/>

³⁴ <http://www.pares.com.co/sin-categoria/ii-informe-como-va-la-paz/>

³⁵ <http://www.semana.com/nacion/articulo/posconflicto-hacen-llamado-por-el-aumento-de-cultivos-iliticos-y-amnistia-para-guerrilleros/533030>

d'amnistie, l'augmentation des cultures illicites, la déforestation et l'insécurité, et enfin, la présence de groupes paramilitaires qui menacent la population civile.

ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Extraction illégale

Le même week-end 2 explosions de mines illégales ont tué 15 mineurs. Ces victimes s'ajoutent aux 38 morts et 34 blessés pour cette année 2017. Selon les autorités environnementales et le gouvernement il est urgent de contrôler cette activité qui s'étend sur 30% du territoire colombien. Un projet de loi visant à durcir les peines pour extraction illégale des ressources minières a été ratifié par le Congrès³⁶.

Exploitation des mines et des hydrocarbures

Avec plus de 90% de votes contre l'exploitation des mines et des hydrocarbures, Pijao et Arbelàez s'ajoutent à la liste des municipalités à avoir rejeté par consultation populaire l'intervention d'entreprises minières et pétrolières sur leur territoire. Les habitants de ces municipalités espèrent que leur décision sera respectée par le Gouvernement National³⁷.

Déforestation

Selon l'Ideam (Institut d'hydrologie et d'études environnementales) entre 2015 et 2016 la déforestation a augmenté de 40% sur tout le territoire. Parmi les départements les plus touchés figurent ceux de Choco, Caquetá, Antioquia, Norte de Santander, Meta, Guaviare et Putumayo³⁸. Les raisons qui expliquent ce phénomène sont : les cultures illicites, la construction

³⁶ https://internacional.elpais.com/internacional/2017/06/25/colombia/1498397824_429978.html

<http://beta.elespectador.com/economia/dos-tragedias-mineras-en-menos-de-12-km-articulo-700171>

³⁷ <http://www.elespectador.com/noticias/medio-ambiente/pijao-y-arbelaez-dijeron-no-la-explotacion-minera-y-de-hidrocarburos-articulo-702257>

³⁸ <http://sostenibilidad.semana.com/medio-ambiente/articulo/deforestacion-en-colombia-2016-la-perdida-mas-grande-de-los-ultimos-25-anos/38156>

d'infrastructures et l'expansion de l'élevage³⁹. Suite à la déforestation l'Institut Humboldt affirme que près de 2 700 espèces de plantes et d'animaux sont en train de disparaître⁴⁰.

RELATIONS INTERNATIONALES

Visite officielle du Président Juan Manuel Santos

La visite officielle du Président colombien à son homonyme français Emmanuel Macron s'est déroulée du 21 au 23 juin. Les 2 Présidents ont inauguré la saison de la Colombie en France pour l'Année Croisée France - Colombie 2017. Un des objectifs de la visite du Président Santos a été d'attirer les investissements français en présentant le potentiel économique colombien dans le cadre du post-accord de paix. Santos et Macron ont souscrit à la Déclaration d'Intention concernant la coopération afin de soutenir la mise en place de l'Accord Final de Paix et le développement durable local et régional. Selon cette déclaration la France accordera un prêt de 200 millions d'euros à la Colombie et soutiendra le développement rural dans le pays par une coopération technique⁴¹. Santos et la Chancelière colombienne se sont réunis avec des membres du secteur éducatif français et des membres de l'OCDE puisque, grâce à l'appui de la France, la Colombie se porte candidate pour faire partie de cette organisation⁴².

Seconde mission de l'ONU en Colombie

Le Président Juan Manuel Santos a envoyé aux Nations Unies une lettre demandant une seconde mission de surveillance pour que l'ONU continue à accompagner la mise en œuvre de l'Accord de Paix. Selon cette lettre et pour cette seconde mission la tâche de l'ONU serait, parmi les autres sujets abordés, de vérifier le processus de réintégration politique, économique et sociale des FARC, la mise en œuvre de mesures de protection et de sécurité personnelle et collective ainsi que des programmes complets de sécurité et de protection pour les communautés et les organisations dans les territoires⁴³. Cette seconde mission a été approuvée par le Conseil de Sécurité de l'ONU et sa mise en place officielle se fera le 26 septembre. Son premier mandat sera

39 https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/plantes-et-vegetaux/la-colombie-face-a-la-menace-croissante-de-la-deforestation_114592

40 <http://www.actulatio.com/2017/07/27/colombie-la-paix-accentue-la-deforestation-2700-especes-animales-et-vegetales-sont-menacees/>

41 <http://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/presidentes-juan-manuel-santos-emmanuel-macron-suscribieron-declaracion-intencion>

42 <http://www.cancilleria.gov.co/newsroom/news/resumen-visita-oficial-adelantaron-canciller-holquin-presidente-santos-francia>

43 <http://www.elespectador.com/noticias/paz/otra-mision-de-la-onu-para-la-paz-articulo-699596>

d'un an. D'autre part l'ONU présentera entre le 11 et 25 août son rapport sur le cessez-le-feu et le dépôt des armes des FARC⁴⁴.

Appui européen

Courant Juillet le Président Juan Manuel Santos, le Commissaire européen pour la Coopération Internationale et le Développement ont rencontré le directeur de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). A l'issue de cette rencontre les parties se sont engagées à appuyer dans les 2 années à venir la mise en place du premier point de l'Accord de Paix (Réforme Rurale Intégrale) à travers l'assistance technique⁴⁵.

AUTRES

Grève civique à Buenaventura

Après 20 jours de grève civique à Buenaventura les leaders et le Gouvernement National sont arrivés à un accord. Selon cet accord le Gouvernement national s'est engagé à investir près de 1,5 milliard de pesos colombiens (430 000 euros environ) pour le logement, la santé, l'emploi, les services de base, l'éducation, l'énergie et la justice. Un fond Buenaventura a aussi été créé. D'autre part le Ministère de l'Intérieur a affirmé vouloir présenter devant le Congrès un projet de loi pour la création d'un plan de développement dont bénéficiera Buenaventura dans les 10 prochaines années⁴⁶. Cependant, à ce jour le projet de loi n'a pas encore été présenté même si au départ il était prévu pour le 20 juin. Les autorités affirment la nécessité de réexaminer le texte⁴⁷.

Bombe dans le Centre Commercial Andino

Le 17 juin un engin explosif placé dans une des toilettes du centre commercial Andino a tué 3 personnes et fait 9 blessés. Parmi les morts se trouvait la française Julie Huynh. Les guérillas de l'ELN et des FARC ont condamné l'acte⁴⁸. Une semaine plus tard les 9 personnes arrêtées et supposées appartenir au MRP (Mouvement Révolutionnaire du Peuple) ont été présentées au

⁴⁴ <http://colombia2020.elespectador.com/politica/reintegracion-y-seguridad-los-retos-de-una-segunda-mision-de-la-onu-en-colombia>

⁴⁵ <http://es.presidencia.gov.co/noticia/170721-Union-Europea-y-FAO-se-unen-para-apoyar-la-implementacion-del-punto-1-del-Acuerdo-de-Paz>

⁴⁶ <http://www.semana.com/nacion/articulo/paro-en-buenaventura-acuerdo-entre-gobierno-y-comunidad/527628>

⁴⁷ <http://www.rfi.fr/emission/20170724-colombie-buenaventura-afro-colombiens-tentent-survivre>

⁴⁸ <http://cnnspanol.cnn.com/2017/06/19/lo-que-sabemos-de-la-exposion-en-el-centro-comercial-andino-de-bogota/>

cabinet du Procureur. Sur les 20 explosions qui ont secoué la ville de Bogota entre 2015 et 2017, 14 sont attribuées au MRP⁴⁹. Cependant les arrestations ont été assez controversées⁵⁰

REFERENCES

Les sites web consultés entre 01 juin et 31 juillet 2017 sont :

- <http://www.colombiainforma.info/>
- <https://www.desdeabajo.info/colombia.html>
- <http://www.verdadabierta.com/>
- <http://www.pacifista.co/>
- <http://www.eltiempo.com/>
- <http://www.contagioradio.com/las-farc-ep-y-su-partido-politico-articulo-35076/>
- <http://www.arcoiris.com.co/>
- <http://www.prensarural.org/spip/>
- <http://www.semana.com/>
- <http://www.actulatio.com/>
- <http://www.lemonde.fr/>
- <http://www.elespectador.com/>

49 <http://www.semana.com/nacion/articulo/autores-del-atentado-en-el-centro-comercial-andino/529794>

50 <http://www.resumenlatinoamericano.org/2017/06/26/colombia-capturas-por-atentado-en-andino-serian-falsos-positivos-judiciales/>